

mental est provisoire. Le cabinet de Liapcheff devra bientôt s'en aller.

Pour avoir une idée de la disposition du peuple bulgare envers le gouvernement Liapcheff, il suffit de signaler les résultats des élections municipales qui eurent lieu dernièrement dans trois villes de Bulgarie : à Vratza, à Choumen et à Sevlévo.

Malgré que ces élections aient eu lieu dans des conditions rendant impossible la libre manifestation de la volonté populaire — car les plus grands partis en Bulgarie, les partis communiste et agrarien, sont hors la loi ; aucune liberté de réunion, de parole, de presse n'existe ; aucune garantie personnelle, aucune propagande libre n'est permise, etc., — malgré qu'une pression terroriste fût exercée sur les électeurs de ces villes par les organes administratifs, policiers et autres « irresponsables », comme cela eut lieu l'automne passé lors des élections municipales partielles — malgré tout cela, l'opposition obtint les deux tiers de voix, tandis que le gouvernement le tiers du nombre total des votants. A des élections libres, le gouvernement de la Ligue Militaire n'obtiendrait même pas un dixième des voix des électeurs bulgares. L'appréciation que les représentants les plus autorisés du peuple bulgare et de l'opinion publique avancée à l'étranger donnèrent sur le gouvernement Liapcheff, notamment qu'il n'est que la seconde édition du gouvernement Tsankoff, que le système sanglant fasciste continuera, etc., trouve une confirmation brillante dans les actes de ce gouvernement. Malgré le court laps de temps qu'il est au pouvoir, Liapcheff a donné des preuves qu'il suit le chemin de Tsankoff.

Dans sa déclaration à l'Assemblée nationale, le nouveau premier releva les « mérites » de son prédécesseur : le massacre du peuple travailleur bulgare et des révolutionnaires macédoniens. Pouvait-il faire autrement, puisque ses responsabilités personnelles — qu'il qualifie de « mérites » — sont aussi énormes que celles de Tsankoff. Cependant il s'abstint de déclarer que son ministère gouvernera par les mêmes moyens que Tsankoff et qu'il suivra le chemin de son prédécesseur.

Si Liapcheff s'est abstenu de glorifier particulièrement l'action de son prédécesseur, les membres actifs de la Ligue Militaire à la Chambre, eux, glorifient cette action : ils déclarent qu'il n'y a pas de changement.

Le ministre des travaux publics St. Vassileff — Fassassin de Stamboliiski — déclara dans une réunion publique à Tatar Pazardjik :

« Des changements ont eu lieu à la Chambre. Mais je déclare hautement qu'il n'y a pas de changements dans la politique : nous poursuivrons la politique de nos prédécesseurs. Nous n'avons remplacé que les personnes qui se sont fatiguées au service de la Bulgarie (?). Nos prédécesseurs étaient notre première équipe, le nouveau gouvernement est la deuxième... Nous sommes inspirés par de grandes idées (?) ; nos personnalités en sont la garantie. » (?) (*Zuamé*, du 23 janvier 1926.)

Si nous citons ces déclarations de St. Vassileff, c'est pour démontrer le cynisme illimité des hommes « nouveaux » et l'arrogance de la Ligue Militaire. Même sans ces déclarations, l'observateur objectif pourrait se prononcer sur le cabinet Liapcheff.

Avant de voir Liapcheff à l'œuvre, le peuple bulgare savait qu'il continuerait la politique de Tsankoff. Un mois a suffi pour le juger. Les citoyens vivent toujours sous un régime de terreur et d'oppression comme sous Tsankoff : insécurité personnelle, aucune mesure pour l'allègement de la pénible situation économique des ouvriers et des paysans. Pas une des lois sanglantes de Tsankoff n'est suspendue ; pas un décret barbare de Volkoff et Rousseff d'abrogé. La loi pour la sécurité de l'Etat continue à être suspendue comme une épée de Damoclès sur les têtes des ouvriers et des paysans bulgares ; toutes les restrictions, légales et illégales, à la liberté de réunion, des associations, de la parole et de la presse existent toujours et sont appliquées par Liapcheff ; tous les préfets, les chefs d'arrondissements, les commissaires de police, etc., en un mot toutes les personnalités administratives, policières et militaires, qui sont responsables des arrestations, des maltraitements et des massacres des citoyens bulgares, continuent à occuper leurs postes. Pas un chef administratif, chef de police ou militaire n'est destitué. Et ce qui plus est, en assumant le ministère des affaires intérieures et de la police, Liapcheff exprima publiquement par l'intermédiaire des préfets, ses remerciements au personnel administratif et policier, pour leurs services.

Enfin, Liapcheff ne diffère non plus en rien de son prédécesseur quant à la question de l'amnistie des victimes de la terreur blanche. Après le torrent de sang de juin et septembre 1923, lorsque le peuple bulgare exigeait l'amnistie pour les ouvriers et les paysans bulgares se trouvant dans les prisons et à l'étranger, le gouvernement Tsankoff, avec la collaboration de Liapcheff et de ses collègues actuels, fit voter par l'Assemblée la loi du 10 janvier 1924, qui amnistia les massacreurs de 16.000 ouvriers et paysans bulgares. A présent, la Bulgarie entière exige l'amnistie la plus large et la plus complète. La presse légale bulgare imprime les nombreux télégrammes qu'elle

reçoit quotidiennement des parents et des concitoyens des détenus, des émigrés, etc. Tous les partis de l'opposition légale se prononcèrent, soit au Parlement, soit dans la presse, pour une large amnistie. Nombre d'associations culturelles en France, en Autriche, en Allemagne, etc. exigent qu'une pleine amnistie soit donnée, mais Tsankoff et son parti, au lieu de présenter un projet de loi pour amnistier les victimes de leur dictature sanglante, en présentèrent un pour amnistier les spéculateurs, les escrocs et les brigands. La plupart des articles du nouveau projet de loi sur l'amnistie font bénéficier tous ces criminels qui, pendant les guerres, ont volé la bouchée du soldat ou de sa famille : tous ces spéculateurs, usuriers, les organes policiers, de même que toutes ces personnes irresponsables de la Ligue Militaire et de la bande macédonienne de Protoguéroff qui pillaient, terrorisaient, tuaient les ouvriers et les paysans bulgares. Ce projet est destiné à libérer des prisons et des poursuites, les spéculateurs, les commerçants louches et les bourreaux du peuple bulgare. On amnistie aussi quelques-unes des victimes de la terreur sanglante, dans le but de cacher la vraie intention du gouvernement. Pour voir clairement le but de celui-ci, nous constatons que des 8000 personnes détenues, poursuivies, accusées ou condamnées, victimes de la dictature fasciste, quelques centaines seulement seront atteintes par la nouvelle loi l'amnistie ; que les « instigateurs », les « organisateurs », les « meneurs », les « exécuteurs », c'est-à-dire presque tous ceux qui sont condamnés en vertu de la loi sur la sécurité de l'Etat, ne pourront bénéficier de l'amnistie. Quel ouvrier, paysan ou intellectuel n'a-t-il donc pas été, aux yeux des dictateurs fascistes, un meneur, un organisateur, un instigateur, ou un exécuteur ?

Ce projet de loi n'est pas encore voté : il le sera ces jours-ci. Le gouvernement Liapcheff fit sien le projet de loi de Tsankoff, comme on devait s'y attendre, et se solidarisa entièrement avec Tsankoff sur la question de l'amnistie.

C'est la vraie physionomie du « nouveau » gouvernement.

Il est aussi fasciste, aussi tyrannique et sanglant, que celui que présida Tsankoff.

G. Kazanovsky

Le traité turco-soviétique

Un événement d'une importance politique mondiale vient de s'accomplir à Paris. Je veux parler du traité signé entre notre ministre des affaires étrangères Tefvik Ruchdi bey, et Tchitchérine.

Par ce nouvel acte diplomatique les deux voisins ressèrent un peu plus leurs rapports cordiaux. Certes, l'amitié turco-soviétique fut scellée le jour où la Russie des Soviets nous a prêtés son puissant concours moral et matériel dans notre âpre lutte contre les grands Etats impérialistes de l'Europe. Mais après notre victoire, nos dirigeants semblèrent hésiter entre deux orientations : l'orientale et l'occidentale. Fallait-il marcher la main dans la main avec l'Union Soviétique ou se tourner vers l'Europe ? A la Conférence de Lausanne, grâce aux manœuvres habiles de Curzon surtout, peu s'en est fallu que Moscou et Angora se brouillassent. La raison et le bon sens ont, cependant, prévalu. Ceux de nos politiciens, esprits étroits, qui nourrissaient des préjugés à l'égard de la Russie révolutionnaire et préconisaient une orientation occidentale, ont été battus. Les faits, par la suite, sont venus renforcer la position de nos hommes politiques qui étaient pour un rapprochement de plus en plus étroit avec Moscou.

La Turquie devait entrer dans la Société des Nations. Il y avait un courant assez fort pour cette participation. Mais après mûres réflexions, nos gouvernements ont acquis la conviction que l'entrée de la Turquie dans l'arçopage de Genève ne lui serait d'aucune utilité. Au contraire, Angora serait liée au char de la politique du Foreign office qui dirige cette assemblée des Etats soi-disant indépendants.

Nous en avons la preuve éclatante dans la décision ridicule et monstrueuse de l'insitution de Genève, qui a démontré qu'elle avait le culte, non pas du droit et de la justice, mais de la force.

En effet, la commission qui a été chargée, au nom de l'Assemblée, de faire une enquête à Mossoul et dont les conclusions ont été adoptées par le Conseil telles quelles, au lieu de se placer sur le seul terrain logique : quelle est la constitution ethnique du territoire en litige et pour qui opte sa population, c'est-à-dire, au lieu de préconiser un plébiscite, elle s'est placée à un point de vue tout à fait bizarre. Elle a suggéré l'idée de donner Mossoul au plus fort. Elle s'est dit : quel est l'objectif que nous devons atteindre ? Assurer la paix.

Pour assurer la paix, le territoire de Mossoul doit être réservé au plus fort.

Qui est le plus fort ?

C'est l'Angleterre, si elle consent à rester pendant au moins un quart de siècle dans la Mésopotamie.

C'est la Turquie, si les troupes britanniques évacuent l'Irak

dans un délai de quatre ans, conformément au traité conclu entre l'Angleterre et le roi Feysal.

Londres ayant accepté de rester à Mossoul pendant vingt-cinq ans, le Conseil a pris sans rougir une décision qui consacre le droit du plus fort.

Cet arrêt d'une Assemblée qui, nous le répétons, prétend agir suivant le droit et la justice, a complètement ouvert les yeux à notre opinion publique.

Le fait est que nous ne pouvons pas nous passer de Mossoul, pour les mêmes raisons pour lesquelles l'Angleterre cherche à s'y installer : des raisons économiques et stratégiques.

Suivant l'opinion des experts, c'est la région la plus riche en pétrole du monde. Comment pouvons-nous nous désintéresser d'un tel trésor, nous qui n'avons pas encore réalisé notre relèvement économique, condition *sine qua non* de notre indépendance.

D'autre part, Mossoul, qui n'a été occupé par l'armée anglaise qu'après la conclusion de l'armistice et par conséquent tout-à-fait injustement, est un point stratégique dont nous avons besoin pour notre sécurité, plus encore que la Grande-Bretagne, pour la sienne, puisque nous ne convoitons pas les territoires de l'Irak, territoires non-turcs.

L'Angleterre, au contraire, n'a point renoncé à sa politique de conquête et d'impérialisme, et en occupant le vilayet de Mossoul, elle veut avoir la clef de l'Asie-Mineure, ce qui ne peut pas nous préoccuper sérieusement.

Le *Vakit* a fort bien remarqué que céder Mossoul à l'Angleterre, c'est l'armer contre notre existence nationale même.

« Le but de l'Angleterre, dit-il, qui persiste dans son point de vue de continuer à occuper Mossoul, n'est point de tirer spécialement profit des pétroles de cette région, mais d'avoir ainsi, du côté des frontières orientales de la Turquie, un moyen de perturbation et d'agression. En admettant même que l'on arrive aujourd'hui à une entente scellée par un document, les Turcs n'obtiendront pas encore la sécurité qu'ils désirent ; car l'Angleterre n'en continuera pas moins à tenter d'y constituer un Kurdistan indépendant et d'y perpétrer des attentats contre notre existence nationale. »

En présence de notre refus de nous incliner devant la décision arbitraire du Conseil de la S. D. N., la perfide Albion s'efforce de nous intimider. Elle cherche à reconstituer le fameux bloc balkanique pour le jeter sur nous.

Réussira-t-elle dans ses manœuvres ? Il est, toutefois, certain que Londres a toujours essayé de tirer pour les autres les marrons du feu. On dit qu'elle a pu s'entendre avec l'Italie pour une action commune contre notre pays.

Dans ces conditions, une entente était toute naturelle avec la Russie, qui est poursuivie par une haine égale de la part du gouvernement des torys.

Locarno, l'œuvre de l'Angleterre, est dirigée en même temps que contre la Russie des Soviets, contre notre pays qui brave la volonté de Chamberlain.

Notre accord avec Moscou n'a aucun caractère belliqueux. Il nous permettra de nous assurer de la sécurité de nos vastes frontières de l'Est et d'avoir nos mains libres contre un ennemi éventuel.

Il a été accueilli avec le plus grand enthousiasme par notre opinion.

Il a donné lieu à une manifestation caractéristique. Des personnalités politiques turques et russes ont fêté solennellement l'amitié indéfectible des deux pays voisins. A la suite de la fête, la réunion a adressé à M^r Souritz, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Angora, une dépêche où, après avoir exprimé sa joie à l'occasion de la signature de l'accord, saluait, en la personne de l'ambassadeur, le noble champion travaillant sans relâche pour l'union des nations d'Orient, leur liberté, leur paix et leur prospérité....

L'Union des nations d'Orient ! Voilà le but auquel doivent tendre sans cesse les peuples de l'Orient opprimés par les impérialismes rapaces. Tant que ces pays resteront isolés, ils continueront à être la proie des puissances qui cherchent à s'enrichir sur leur dos, au dépens de leur paix et leur bonheur.

Notre gouvernement a saisi cette vérité salutaire, en donnant l'exemple aux autres pays qui, pieds et poings liés, sont livrés aux appétits des « civilisateurs ».

Constantinople, janvier 1926.

R. Haydar

La Dobroudja devant le danger

Pendant les derniers mois de l'année passée, la presse roumaine remplissait quotidiennement ses colonnes de nouvelles sur « l'action des tchéts » en Dobroudja, sur les « agissements » des « bandes », des « comitatjjs », etc. Cette campagne se renfortifia surtout après les difficultés qui se dressèrent pour la conclusion du traité bulgaro-roumain.

La presse, ayant pris à tâche de mobiliser l'opinion publique en Roumanie, soulignait les responsabilités du gouvernement bulgare pour « l'action des tchéts » en Dobroudja, et son devoir,

dans l'intérêt de la sauvegarde de l'amitié bulgaro-roumaine, de prendre les mesures nécessaires pour déraciner les « nids de comitatjjs » en Bulgarie. Elle proposait même la collaboration des autorités roumaines et lançait la nouvelle, après la rupture des négociations bulgaro-roumaines, que le gouvernement roumain aurait décidé de liquider lui-même les biens séquestrés des sujets bulgares en Dobroudja.

A la fin du mois de décembre, la question des « attaques continuelles des comitatjjs dans le Tchétiriagalnik » (Dobroudja du sud) et des « mesures que le gouvernement croit devoir prendre », fut soulevée dans le Sénat. M^r Duca, ministre des affaires étrangères, donna une réponse caractéristique : « Je suis obligé de déclarer que des démarches ont été faites plus d'une fois auprès du gouvernement bulgare. Je promets que je n'hésiterai pas un seul moment à remplir mon devoir pour la sécurité de nos frontières. »

Ce ton menaçant du ministre Duca, qui fit naître un malaise dans les relations amicales avec la Bulgarie, ainsi que la campagne menée par la presse, dévoilèrent assez clairement les buts poursuivis : exercer une pression à Sofia pour obtenir plus de concessions dans le traité bulgaro-roumain.

Les tchokoï roumains exigent une récompense pour l'appui précieux qu'ils prêtèrent après le 9 juin au régime fasciste en Bulgarie. Ces récompenses peuvent se résumer en ce qui suit : *désintéressement absolu du sort de la Dobroudja ; le paiement des réparations ; la liquidation des biens des sujets bulgares* (liquidation veut dire pillage des biens des paysans) et enfin la dispersion des organisations de l'émigration dobroudjienne.

Le gouvernement de Sofia a démontré par sa servilité envers Bucarest, qu'il a effectivement capitulé quant au premier point des prétentions roumaines, car en ce qui concerne la colonisation de la Dobroudja, le pillage des terres des paysans, la fermeture des écoles bulgares, la dépossession des églises, la situation des 40.000 habitants expulsés de la Dobroudja — il ne trouva pas nécessaire d'adresser la moindre protestation ni à la Roumanie ni à l'Europe. Tandis que par les meurtres et les arrestations des émigrés dobroudjiens en mars 1925, il donna des preuves suffisantes de sa volonté à capituler aussi sur le dernier point des prétentions roumaines. Le gouvernement soviète ne résiste que sur la question de la date à laquelle il devra commencer à payer les réparations, et sur la question de la liquidation scandaleuse des biens séquestrés aux sujets bulgares.

Dans l'intérêt de son raffermissement et de sa politique réactionnaire intérieure, le régime fasciste en Bulgarie a suffisamment trahi jusqu'à présent les intérêts de la race bulgare en Macédoine et en Thrace. Cette trahison continue envers la population bulgare en Dobroudja. La capitulation complète du gouvernement de Sofia devant les prétentions impudentes des tchokoï roumains, ne tardera guère.

La pression exercée à Sofia pour l'obtention de plus larges concessions dans les pourparlers bulgaro-roumains, pour forcer le gouvernement soviète à capituler devant les exigences de l'oligarchie roumaine — tout ceci n'est qu'un côté — extérieur, des buts que se pose la campagne de la presse roumaine, le Sénat et les déclarations de M^r Duca. Cette campagne vise incontestablement aussi à nuire aux intérêts vitaux de la population de Dobroudja. Les gouvernements roumains cherchent par elle à justifier et à renforcer leur régime oppressif dans ce pays.

Aussi une conférence spéciale fut-elle convoquée à Bucarest sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat, M^r Tatarescu, (le véritable ministre de l'intérieur roumain), et avec la participation du chef de la Siguranza générale, des chefs de la gendarmerie, des commandants des troupes de la frontière et des préfets de Dobroudja. Les décisions officielles de cette conférence sont : le renforcement des troupes de frontière et de la gendarmerie ; faire retomber la responsabilité collective sur les villages en cas d'attaques des tchéts ; des mesures sévères contre tous les complices des « comitatjjs ».

Cependant, un ordre du préfet de Silistra, Tachkou Poutcherea, l'auteur du massacre des cinq paysans du village Asfatkeu (1924), publié immédiatement après cette conférence, nous fait deviner ce que furent les décisions secrètes de cette conférence et des arrières-pensées de ses participants quant au sort de la population de Dobroudja. Dans cet ordre il est dit : « Toute personne qui tuera un bandit ou un comitatji, recevra une récompense de 10.000 leï par tête de bandit ou de comitatji. »

Nous citons d'après *Adeverul* (n^o 12.867 du 23 novembre 1925). Le même journal ajoute : « C'est donner le droit à toute personne d'attrapper quelqu'un, de le qualifier de bandit et de l'exécuter contre une récompense, sans aucune autre formalité. La conception personnelle de celui qui a le goût de devenir un chasseur de comitatjjs suffit. »

On peut se figurer le champ d'arbitraires monstrueux qui se découvre pour les instincts féroces punis par la loi, lorsque le pouvoir lui-même récompense les meurtres. On peut dire que le régime que pratique M^r Tachkou Poutcherea à Dorostor (département de Silistra), est pire que celui qu'on applique dans les colonies les plus lointaines.